

GE_GERICHTE A/3060/2014 vom 3. Dezember 2014

GE Cour de justice, 2014-12-03, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_A_3060_2014

FR: GE_GERICHTE A/3060/2014 du 3 décembre 2014

IT: GE_GERICHTE A/3060/2014 del 3 dicembre 2014

Volltext

Genève Cour de justice (Cour de droit public) Chambre des assurances sociales 03.12.2014
A/3060/2014

A/3060/2014 ATAS/1247/2014 du 03.12.2014 (CHOMAG) , IRRECEVABLE
RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE POUVOIR JUDICIAIRE A/3060/2014
ATAS/1247/2014 COUR DE JUSTICE Chambre des assurances sociales Arrêt du 3
décembre 2014 4 ème Chambre En la cause Madame A_____, domiciliée à GENÈVE
recourante contre OFFICE CANTONAL DE L'EMPLOI, sis Rue des Gares 16, GENÈVE
intimé ATTENDU EN FAIT Que Madame A_____, (ci-après la recourante) a interjeté
recours le 30 septembre 2014 contre une décision de l'office cantonal (ci-après OCE) de
l'emploi du 9 septembre 2014 en joignant une décision sur opposition du 26 août 2014 ;
Que par courrier du 11 novembre 2014 la chambre de céans a prié la recourante de bien
vouloir lui indiquer quelle décision elle entendait contester et de lui en communiquer une
copie ; Que par pli du 21 novembre 2014, la recourante a communiqué copie de la décision
de l'OCE du 9 septembre 2014 ; CONSIDERANT EN DROIT Que conformément à l'art.
134 al. 1 let. a ch. 8 de la loi sur l'organisation judiciaire, du 26 septembre 2010 (LOJ
- E 2 05) en vigueur dès le 1 er janvier 2011, la chambre des assurances sociales de la Cour
de justice connaît, en instance unique, des contestations prévues à l'art. 56 de la loi fédérale
sur la partie générale du droit des assurances sociales, du 6 octobre 2000 (LPGA
- RS 830.1) relatives à la loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en
cas d'insolvabilité, du 25 juin 1982 (loi sur l'assurance-chômage, LACI - RS 837.0) ; Que
sa compétence pour juger du cas d'espèce est ainsi établie ; Que l'art. 52 al. 1 LPGA prévoit
cependant qu'avant d'être soumises à la chambre de céans, les décisions d'un assureur
doivent être attaquées dans les trente jours par voie d'opposition auprès de l'assureur qui les
a rendues ; Qu'en l'espèce, la décision du 9 septembre 2014 indique clairement qu'elle peut
être attaquée par voie d'opposition auprès de l'intimé ; Que le recours est par conséquent
prématuré et doit être déclaré irrecevable; Que selon l'art. 11 al. 3 de la loi sur la procédure
administrative, du 12 septembre 1985 (LPA - E 5 10), si l'autorité décline sa compétence,
elle transmet d'office l'affaire à l'autorité compétente et en avise les parties ; Qu'en
l'occurrence, le recours interjeté par l'assurée doit être transmis à l'intimé comme objet de sa
compétence. PAR CES MOTIFS, LA CHAMBRE DES ASSURANCES SOCIALES :
Statuant 1. Déclare le recours irrecevable.![endif]>![if> 2. Le transmet à l'intimé
comme objet de sa compétence.![endif]>![if> 3. Dit que la procédure est
gratuite.![endif]>![if> 4. Informe les parties de ce qu'elles peuvent former recours
contre le présent arrêt dans un délai de 30 jours dès sa notification auprès du Tribunal
fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 LUCERNE), par la voie du recours en matière de droit
public, conformément aux art. 82 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral, du 17 juin
2005 (LTF - RS 173.110); le mémoire de recours doit indiquer les conclusions, motifs et
moyens de preuve et porter la signature du recourant ou de son mandataire; il doit être

adressé au Tribunal fédéral par voie postale ou par voie électronique aux conditions de l'art. 42 LTF. Le présent arrêt et les pièces en possession du recourant, invoquées comme moyens de preuve, doivent être joints à l'envoi.![endif]>![if> La greffière Isabelle CASTILLO La présidente Juliana BALDÉ Une copie conforme du présent arrêt est notifiée aux parties ainsi qu'au Secrétariat d'Etat à l'économie par le greffe le

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.